

Les Français se sentent intégrés dans une société qu'ils jugent pourtant fragmentée

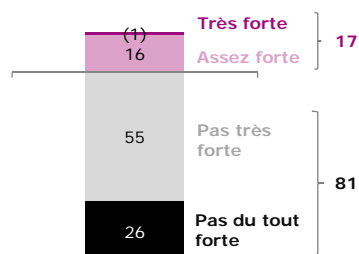
Crise du lien social, atomisation de la société, ... les inquiétudes vis à vis de la cohésion sociale reviennent régulièrement au centre des débats. En s'appuyant sur l'enquête Conditions de vie et aspirations, le CRÉDOC a mis en place depuis 2011 une enquête récurrente à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale. Ce dispositif vise d'une part à mieux connaître les perceptions et attentes du grand public en matière de cohésion sociale et d'autre part à approcher l'état du lien social et son évolution dans le temps. La deuxième vague d'enquête, menée au début 2012, met en lumière une situation ambivalente. Alors que les Français portent un regard sévère sur la cohésion de la société française, qui apparaît faible au plus grand nombre, près de neuf personnes sur dix déclarent se sentir personnellement intégrées. Les nombreux critères qui président au sentiment d'intégration et les disparités de situation selon les catégories sociales nourrissent le sentiment d'un « vivre ensemble » fragilisé.

Lorsqu'il s'agit de décrire la société française et l'intensité des liens qui unissent ses membres, la population dépeint une situation assez sombre. Huit personnes sur dix considèrent que la cohésion sociale n'est « pas très forte » voire « pas du tout forte ». L'image d'une société fragmentée, individualiste et où les rapports sociaux se délitent domine les représentations, d'un bout à l'autre du corps social. La crise économique que traverse le pays depuis

quelques années a d'ailleurs tendance à amplifier ce sentiment (cf. encadré). Pourtant, lorsqu'on les interroge sur leur situation personnelle, 88% des individus déclarent se sentir « bien intégrés » dans la société française, 51% disent même être « très bien » intégrés. Le contraste est d'autant plus saisissant que l'intégration pourrait précisément être définie comme « les processus par lesquels un groupe social [...] s'approprie les individus pour assurer sa propre cohésion » (Michel Wievorka, 2008).

8 Français sur 10 déplorent une faible cohésion sociale

Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement ? (en %)

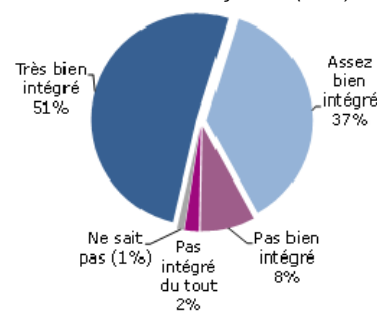


2012

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

88% se sentent intégrés dans la société française

Avez-vous le sentiment d'être intégré dans la société française ? (en%)



Un contexte de crise qui pèse sur le lien social

Plusieurs indicateurs témoignent, cette année, d'une dégradation du lien social. La proportion d'individus (74%) recevant régulièrement des amis a ainsi baissé de 4 points en un an. La participation associative, autre marqueur de l'investissement social, diminue elle aussi (39%, -3 points en un an). La confiance envers autrui se dégrade : 54% pensent, cette année, « qu'on n'est jamais assez méfiant » dans ses relations avec les autres, c'est deux points de plus que l'an dernier. L'ampleur de la crise et sa rémanence semble par ailleurs avoir quelque peu entamé les élans de solidarité individuelle : si 74% disent pouvoir compter sur l'aide de certains des membres de leur famille en cas de difficultés financières, on enregistre 3 points de moins qu'en 2011. Enfin, les mots de cohésion sociale sont moins évocateurs cette année qu'ils ne l'étaient l'an dernier : 26% ne peuvent en donner une définition (+4 points en un an). L'inquiétude face à la perte de pouvoir d'achat ou à l'augmentation du chômage, très vives cette année, fragilisent le lien social.

Premier élément d'explication : **il est plus aisé de dénoncer les lignes de failles de la société dans son ensemble que d'avouer une situation personnelle insatisfaisante.** Le manque d'universalité des critères d'intégration intervient aussi probablement : chacun jugeant l'autre moins intégré que lui, à l'aune de ses propres conceptions. Mais le décalage observé tient certainement à d'autres raisons. Lorsqu'on se focalise sur la proportion de personnes « très bien » insérées socialement, probablement plus significative que le total des personnes qui se disent « assez bien ou très bien » intégrées, on s'aperçoit que le sentiment d'intégration est en réalité très inégalement réparti dans la population. Les bas revenus (32%), les chômeurs (34%) sont par exemple beaucoup moins nombreux à



se sentir « très bien intégrés » que les cadres (66%) ou les hauts revenus (63%).

Or, la population française est, de longue date, très sensible aux inégalités. En 2012, 88% des Français pensent que les inégalités vont en se creusant et cette impression gagne du terrain (+2 points par rapport à 2011). En 2010, une étude de la Commission Européenne montrait que les Français étaient quasiment aussi nombreux (78%) que les Litvaniens (79%) ou les Croates (79%) à considérer que les inégalités et la pauvreté étaient mal prises en charge dans leur pays. Ajoutons que les disparités de situation sont d'autant moins bien acceptées en France qu'elles ne semblent pas, pour l'opinion, se justifier par des mérites ou des talents : seuls 40% considèrent en effet que chaque individu a aujourd'hui la possibilité de trouver vraiment la place qu'il mérite. Le paradoxe pourrait donc tenir pour partie à une certaine forme d'intolérance aux inégalités et à l'exclusion, il suffirait qu'une faible partie de la population se sente réellement exclue pour que la population ait le sentiment de vivre dans une société peu unie.

Emploi et réseau relationnel : les deux premiers facteurs d'intégration

Les réponses avancées spontanément par les 88% de personnes qui se sentent intégrées pour expliquer leur sentiment apportent une clé de lecture complémentaire. Deux idées reviennent de façon récurrente. La première a trait à la situation professionnelle. 26% déclarent se sentir inclus dans la société car ils « ont un travail ». Non seulement avoir, ou non, un emploi influe fortement sur le sentiment d'intégration, mais le type d'emploi et la catégorie professionnelle exercent aussi un rôle : les ouvriers se sentent en effet plus souvent à l'écart de la société que les cadres et les professions intellectuelles supérieures. La dimension intégratrice du travail est en effet multiple. La situation professionnelle est tour à tour évoquée comme la source d'une certaine stabilité

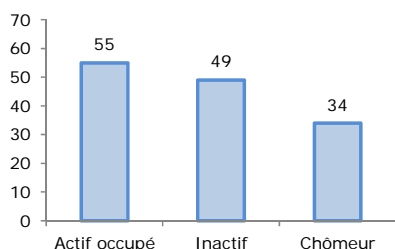
et assise financière « j'ai un travail, je ne manque de rien ». D'autres mentionnent ses dimensions plus symboliques : le travail peut permettre de se sentir « épanoui » ou de se montrer « utile à la société » et engendre parfois une « reconnaissance ». Certains évoquent aussi le réseau relationnel qu'il apporte « les liens sociaux que j'arrive à tisser avec les gens dans mon travail ». Si bien que le travail, s'il peut être le support de l'intégration, est aussi le premier facteur d'exclusion évoqué par les personnes se sentant « pas bien » ou « pas du tout » intégrées (18% des citations). Dans un contexte économique assombri, où huit personnes sur dix redoutent l'augmentation prochaine du nombre de demandeurs d'emploi, et où l'emploi devient un enjeu de compétition entre les membres de la société, la cohésion sociale semble probablement très rudement mise à l'épreuve.

Le réseau relationnel est le deuxième registre le plus évoqué : 26% des personnes qui se sentent intégrées l'expliquent par leur « vie sociale », « de bons rapports avec les personnes rencontrées », « dans tous les milieux », l'impression d'être soutenu « je suis entouré par mes amis et ma famille » ou par de bonnes relations de voisinage « dans mon quartier on est bien, on s'entend très bien entre voisins ». De fait, les personnes qui déclarent se sentir souvent seules, qui reçoivent moins d'une fois par mois des amis chez elles ou qui rencontrent rarement des membres de leur famille proche sont moins enclines à se sentir « très bien intégrées » que la moyenne (respectivement 39%, 44% et 41% contre 51% dans l'ensemble de la population). Mais les liens amicaux ne sont pas les seuls évoqués. La fonction socialisatrice de la famille entre aussi en ligne de compte, à travers la construction d'un projet familial « je suis marié, j'ai des enfants », des relations avec ses proches « je vois ma famille » ou de la responsabilité éducative des enfants « je fais des efforts pour bien élever mes enfants ». Les personnes en couple (56%) ou ayant eu des enfants (54%) se sentent de facto plus souvent très bien insérées que les personnes célibataires (44%) ou sans enfants (41%).

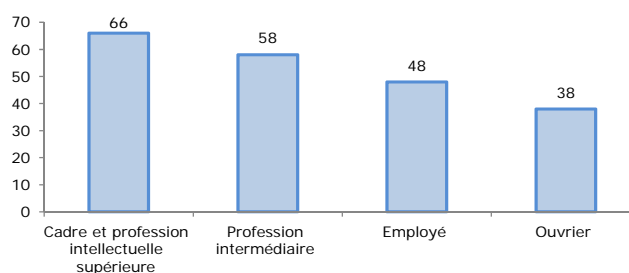
Le sentiment d'intégration varie fortement

Proportion d'individus qui se sentent « très bien intégrés » dans la société française

Selon la situation professionnelle



Selon la catégorie socio-professionnelle



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012



L'attachement à la France, l'accès à des droits et des devoirs nourrissent aussi le sentiment d'intégration

Mais d'autres dimensions sont aussi mises en lumière. La nationalité française ou l'**attachement à la France** s'exprime au travers de mots comme « je suis Français », « j'aime mon pays je suis viscéralement Française », « le fait d'avoir toujours vécu en France et d'avoir mes racines ici » sont évoquées par 22% du corps social. La **communauté de vie, de culture, de valeurs** (15%) vient compléter l'intégration dans le creuset français : « parler la même langue que les autres », « partager les mêmes valeurs que tout le monde », « Le fait d'avoir vécu en France et d'en connaître les coutumes et traditions », « vivre et travailler en France », avoir fait « toute sa scolarité en France ».

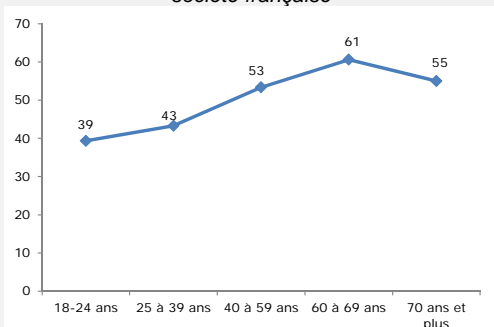
Les jeunes se sentent moins bien intégrés que leurs aînés

Le sentiment d'intégration évolue fortement selon l'âge. Faible avant 40 ans, il culmine entre 60 et 69 ans. Les 18-24 ans se sentent ainsi nettement moins bien insérés (39% se disent « très bien intégrés ») que l'ensemble de la population. Et ce, alors même que les jeunes ont, en moyenne, une vie sociale plus riche que leurs aînés : ils rencontrent plus régulièrement leurs amis, ont des pratiques de loisirs – sport, cinéma – plus fréquentes, etc. La difficile insertion de cette classe d'âge sur le marché de l'emploi fonde, sans nul doute, une partie de l'écart constaté. Selon l'INSEE, 48,7% des 15 à 24 ans en emploi occupent un emploi précaire (intérim, CDD ou apprentissage) contre 11,7% en moyenne dans la population active. De fait, lorsqu'on les interroge sur ce qui contribue à leur sentiment d'intégration, l'emploi est beaucoup moins cité par les jeunes que pour le reste de la population (seuls 17% y font référence contre 26% en moyenne dans la population). Le cycle de vie joue aussi un rôle : plus souvent célibataires et sans enfants, les jeunes ont, mécaniquement, moins de chances de se sentir intégrés (ces deux facteurs contribuant – en moyenne – à renforcer le sentiment d'intégration). Mais nos calculs montrent aussi que l'âge joue un rôle en lui-même : entre deux individus qui auraient le même niveau de revenu, une profession équivalente, etc. l'individu âgé de moins de 25 ans a moins de chances de se sentir « très bien » intégré que son aîné.

Enfin, lorsqu'on les interroge sur ce qui forge aujourd'hui leur sentiment d'intégration, 28% des 18-24 ans expriment l'idée qu'ils partagent un mode de vie, une culture, des valeurs avec le reste de la société (contre 15% en moyenne dans la population). Une communauté de vie qui prend le pas, chez cette classe d'âge, sur la « nationalité française, ou l'attachement à la France » (17%) davantage citée par la population dans son ensemble (22%).

Le sentiment d'intégration culmine entre 60 et 69 ans

Proportion d'individus qui se sentent « très bien intégrés » dans la société française



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Du point de vue des interviewés, l'intégration se construit aussi à partir du **comportement de chacun**, dans une démarche active. Se comporter en bon citoyen participe ainsi du sentiment d'intégration pour 20% du corps social. Respecter ses devoirs et « payer ses impôts », se « conformer aux lois en vigueur en France », se montrer investi dans la cité « je suis impliquée jusqu'à la moelle », à travers un engagement associatif, syndical ou politique ou en étant « prêt à rendre service » sont autant de raisons de se sentir membre à part entière de la société. Ce résultat entre d'ailleurs en résonance avec le fait que, pour la population, la cohésion sociale repose pour beaucoup sur les comportements individuels.

Symétriquement aux devoirs des bons citoyens, le **fait d'accéder à des droits** (10%) comme avoir la liberté de parole et de mouvement, accéder aux prestations sociales, avoir le droit de vote sont des marques d'une certaine égalité avec les autres membres de la société et autant de signes d'intégration. On retrouve ici une expression spontanée du « droit d'avoir des droits » défini par Hannah Arendt : celle-ci distingue la citoyenneté dans un contexte démocratique qui confère à tous les mêmes droits, d'un contexte dans lequel on est « jugé d'après ses actions et ses opinions ».

Enfin, disposer d'un **certain niveau de vie** (14%) nourrit l'idée que l'on est bien inséré socialement : 8% citent ainsi le fait de disposer d'un logement ou d'être propriétaire, 6% expliquent qu'ils sont intégrés dans la mesure où ils sont capables de s'assumer financièrement, d'autres évoquent la capacité à subvenir aux besoins de ses enfants, d'accéder aux loisirs et à la culture. Et il est vrai que les personnes propriétaires de leur logement, ayant fini de rembourser leur emprunt se sentent beaucoup plus insérées (60% se disent « très bien intégrées ») que les locataires (43%). Cet écart vient conforter de récents travaux menés au CRÉDOC montrant que, ces dernières années, en liaison avec l'augmentation des prix de l'immobilier, le fossé a eu tendance à se creuser entre les propriétaires, qui jouissent d'un patrimoine s'appréciant de jour en jour, et les locataires, qui se sentent de plus en plus vulnérables et déclassés socialement. Autre exemple : le départ en vacances fait partie lui aussi des signes de réussite : les personnes parties au cours des douze derniers mois sont plus nombreuses à se sentir très bien intégrées (57%) que les non-partants (43%).

La situation professionnelle, la vie affective et familiale, l'intensité du réseau relationnel, le niveau de vie, l'attachement à des valeurs communes, la communauté de vie et le partage d'habitudes, la participation citoyenne de chacun et l'accès à des droits, des prestations,... **Nombreux sont donc les facteurs qui entrent en ligne de compte pour façonner le sentiment individuel d'intégration, multipliant ainsi les portes d'entrée dans la société mais aussi les voies d'exclusion** et expliquant probablement la difficulté à concevoir une société en capacité d'intégrer tous ses membres.



Qu'est-ce qui vous donne le sentiment d'être intégré dans la société française ? (question ouverte, réponses recodées à posteriori) (en %)

- Champ 88% de la population qui se sentent intégrés -

A un emploi / un bon emploi/ a un travail utile à la société	26	Pas de problème particulier	19
Est intégré dans un réseau relationnel	26	Pas de problème particulier, se sent bien, à sa place	12
Un réseau social (des amis, une communauté, des voisins)/ peut compter sur les autres	22	Ne se sent pas rejeté/ pas marginalisé/ Se sent reconnu	7
A une famille (est en couple, a des enfants)	7	Se sent en sécurité	(1)
Nationalité française, attachement à la France	22	Jouit d'un certain niveau de vie	14
Est né en France/ est de nationalité française	16	A un logement/ est propriétaire	8
Sentiment d'appartenance, fierté, origines françaises	8	Un niveau de vie décent/ la capacité de s'assumer financièrement	6
Partage un mode de vie avec les autres, une culture, des valeurs	15	Subvient aux besoins de ses enfants/ éduque ses enfants	(2)
Vit en France/ Mode de vie comme les autres/ est « comme tout le monde »	7	A accès aux loisirs, à la culture	(1)
Partage les valeurs / la culture/ les coutumes	4	A "réussi"/a trouvé sa place	(1)
A une éducation française/ a fait ses études, sa scolarité en France	4	Accès aux droits/ prestations sociales/ service public	10
Parle la langue française	(1)	Accès aux prestations sociales/ au système de soin/ aides/aux services publics	3
Est un bon citoyen	20	A le droit de vote / vote	2
Respecte les lois / les règles/ est honnête	5	A des droits/ peut « accéder à tout »	1
Est actif/ un bon citoyen/ aide les autres/ est solidaire	5	Liberté (d'expression, de mouvement ou de mode de vie)	4
Participe à des associations, syndicats, s'investit dans sa ville, son quartier	4	Couleur de peau/ nom de famille	(1)
Paie des impôts/ taxes	4	Autre	3
Respecte les autres/ est tolérant	4	Ne sait pas	4

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2012

Cette note de synthèse a été réalisée à partir d'un rapport réalisé à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) : La peur du chacun pour soi, Sandra Hoibian, Collection des Rapports n° 282, CREDOC, octobre 2012, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R282.pdf>

Le rapport présente les résultats des questions insérées à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » du CREDOC, laquelle a été réalisée en face-à-face, entre décembre 2011 et janvier 2012, auprès d'un échantillon représentatif de 2003 personnes, âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge, sexe, PCS) ont été calculés d'après les résultats du dernier recensement de la population, actualisé par l'enquête emploi. Un redressement final a été effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale.

